



RESEARCH ARTICLE

Tisser des souvenirs entre violence symbolique et témoignage dans la dictature brésilienne de 1964 : une expérience du Piauí

João Victor da Costa Rios

Universidade Federal do Piauí, Brasil

ABSTRACT

This article analyses the multiple dimensions of authoritarianism in Piauí during the 1964 civil-military dictatorship, highlighting the need to understand Brazil beyond its major urban centres. Drawing on declassified documents and activists' memoirs, it examines how political, symbolic, racial, and gender-based repression affected both opponents and civilians, thereby shaping collective memory and social relations. Mobilising the concepts of symbolic violence, habitus, and field developed by Pierre Bourdieu, as well as Paul Ricœur's reflections on memory and testimony, the study underscores the complexity of authoritarian dynamics in peripheral contexts. The qualitative methodology, centred on specific case studies, demonstrates how the 1964 dictatorship targeted social profiles within local structures and spheres of power, reinforcing inequalities and imposing silence. The study contributes to a deeper understanding of dictatorial practices in regions distant from the centre-south, by analysing the traces of authoritarianism in Piauí and their relevance to Brazilian history.

ARTICLE HISTORY

Received 20/07/2025

Accepted 09/12/2025

KEYWORDS

History; Piauí; Authoritarianism; Violence; Memory.

Introduction

On ne saurait réduire le Brésil de 1964 à ses seuls centres de pouvoir ; il convient de le saisir à travers la pluralité des « Brésils » qui ont fait l'expérience singulière de la rupture démocratique imposée par le coup d'État civilo-militaire. Si des États comme São Paulo ou Rio de Janeiro ont été le théâtre d'une mobilisation militaire intense et d'une répression principalement urbaine, des régions comme le Piauí ont connu des dynamiques autoritaires distinctes, modelées par les structures de pouvoir locales ainsi que par les modalités de résistance et d'accommodation propres à leur contexte. La vaste dimension territoriale du pays a ainsi donné lieu à une multiplicité d'expériences autoritaires, directement influencées

* **CONTACT** João Victor da Costa Rios Email: joaorios1000@gmail.com

© 2026 The Author(s). Published by *Commentarium: Journal of Humanities Studies*. This is an Open Access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives License (<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>), which permits non-commercial re-use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited, and is not altered, transformed, or built upon in any way. The terms on which this article has been published allow the posting of the Accepted Manuscript in a repository by the author(s) or with their consent.

par les réalités régionales. Ce constat souligne la nécessité d'élargir notre compréhension au-delà des grands centres urbains, traditionnellement privilégiés par l'historiographie.

Dans ce contexte, au cours de recherches menées dans des cadres à la fois local et virtuel, il a été possible d'analyser des documents déclassifiés et des mémoires de militants politiques. L'un des résultats de cette recherche a été de comprendre que la dictature de 1964 a opéré à travers un réseau complexe de violences qui a transcendé la persécution des opposants déclarés, mais s'est également tournée contre des civils sans lien avec des groupes de résistance. En ce sens, l'autoritarisme s'est manifesté dans de multiples dimensions, notamment politique, symbolique, raciale et de genre, atteignant différentes strates sociales par le biais de mécanismes divers de contrôle et de domination. Comprendre cette complexité exige que nous reconnaissions comment le régime a affecté tant les groupes engagés dans la résistance armée que ceux qui ne se sont pas positionnés activement, soit par la négation systématique de la citoyenneté, soit par l'approfondissement des inégalités structurelles.

Ce travail propose d'étudier cette réalité à partir de la perspective de l'État du Piauí, choisi non seulement pour être une région moins étudiée dans la production historiographique sur la dictature, mais principalement pour offrir un champ d'analyse diversifié permettant de comprendre comment l'autoritarisme s'est adapté et s'est manifesté dans des contextes périphériques. Notre analyse s'appuie sur le cadre théorique élaboré par Pierre Bourdieu, à partir des concepts de violence symbolique, d'habitus et de champ, et mobilise également les réflexions de Paul Ricœur relatives à la mémoire, au témoignage et à l'oubli. Elle examine les modalités du pouvoir étatique, qu'elles se manifestent dans des formes de résistance directe ou dans des situations en apparence éloignées des affrontements politiques centraux. Cette approche est notamment orientée par la proposition de Ricœur selon laquelle « l'histoire ne commence pas dans les documents, mais dans le témoignage »¹. C'est cette prémisse qui fonde la valeur centrale que nous accordons aux voix des sujets ayant vécu la répression. Par ailleurs, l'approche bourdieusienne permet de comprendre comment les rapports de domination tendent à se naturaliser à travers des systèmes symboliques socialement incorporés².

À travers l'étude de cas spécifiques (incluant des expériences de violence politique, symbolique et raciale), ce texte cherche à mesurer, analyser et décrire comment l'autoritarisme a modelé les corps, les mémoires et les relations sociales au Piauí en pleine dictature, contribuant à une compréhension plus plurielle et inclusive de cette période fondamentale de l'histoire brésilienne.

¹ Ricœur (2007, p. 156).

² Bourdieu (2003).

1. Le coup d'État de 1964 : du scénario centre-sud à son application dans le Piauí

Le coup d'État civil-militaire du 31 mars 1964 représente un tournant décisif dans l'histoire politique brésilienne, mettant brutalement fin à l'expérience démocratique initiée en 1946. Comme l'analysent Angela de Castro Gomes et Jorge Ferreira³, la période républicaine qui s'étend de 1945 à 1964 était marquée par de grandes tensions, mais marquait aussi des transformations très importantes dans l'histoire politique du Brésil, car le pays était en train de construire une expérience de démocratie représentative. Paradoxalement, c'est justement parce que l'on avançait vers l'élargissement des droits de citoyenneté que la Troisième République fut interrompue par le coup d'État de 1964.

La période démocratique fut marquée par la confrontation entre deux projets politiques distincts. Selon l'analyse de Jorge Ferreira⁴, d'un côté s'est consolidé le projet travailliste, institutionnalisé au sein du Parti travailliste brésilien (Partido Trabalhista Brasileiro, PTB), qui défendait le nationalisme, une industrialisation fondée sur les entreprises d'État ainsi que l'élargissement des droits sociaux. De l'autre côté s'est structuré le projet des élites conservatrices, principalement représenté par l'Union Démocratique Nationale (União Democrática Nacional, UDN), favorable à l'ouverture sans restriction aux investissements étrangers et à un alignement inconditionnel sur les États-Unis.

Avec les crises politiques successives de 1954, 1955 et 1961, identifiées par Jorge Ferreira⁵ comme des moments ayant presque conduit à une guerre civile au Brésil, ont mis en évidence la fragilité des institutions démocratiques ainsi que la disposition de secteurs civils et militaires à intervenir dans le processus politique. Dans ce contexte, la mobilisation sociale dans les campagnes constitua un élément fondamental du processus de polarisation.

Les *Ligas Camponesas* (Ligues paysannes), apparues au Pernambouc à partir de la *Sociedade Agrícola e Pecuária dos Plantadores de Pernambuco* (SAPPP) en 1954, représentèrent l'une des expériences les plus significatives d'organisation des travailleurs ruraux. Antônio Torres Montenegro⁶ souligne que le mouvement est né initialement pour répondre à des besoins fondamentaux, tels que l'assistance médicale et l'organisation de funérailles dignes. La transformation de ces sociétés de bienfaisance en un mouvement politique s'opéra lorsque la presse commença à les désigner comme « Ligas Camponesas », en leur attribuant un supposé caractère communiste, une appellation qui fut par la suite réappropriée par les paysans eux-mêmes.

³ Gomes & Ferreira (2018, pp. 10–30).

⁴ Ferreira (2003, pp. 15–50).

⁵ Ferreira (2003, pp. 15–50).

⁶ Montenegro (2003, pp. 100–150).

Le mouvement s'étendit à d'autres États du Nordeste, notamment le Piauí, où le PTB, sous l'influence de Chagas Rodrigues, encouragea la prolifération d'organisations nationalistes et féminines, telles que la Ligue Féminine Travailleuse, créée en 1962, montrant que la mobilisation réformatrice atteignait différents espaces régionaux et suscitait une réaction croissante des élites conservatrices.

Le contexte international de la Guerre froide, conjugué à la Révolution cubaine de 1959, a intensifié les craintes anticommunistes dans la société brésilienne. Comme l'observe Antônio Montenegro⁷, ces deux facteurs étroitement liés ont contribué à façonner la perception des événements nationaux à travers une grille de lecture idéologique qui tendait à identifier des menaces communistes dans toute dynamique de transformation sociale.

Un autre élément fondamental de ce contexte réside dans la position de l'Église catholique. À travers l'encyclique *Fidei Donum* du pape Pie XII, celle-ci s'est également engagée dans la lutte contre le communisme, bien que certains secteurs progressistes de l'Église aient soutenu des réformes sociales dans les campagnes, dialoguant parfois avec les Ligas Camponesas. Dans ce climat, le discours de défense du *statu quo* s'est structuré comme une réaction à toute perspective de changement, systématiquement projetée comme une menace communiste majeure pour l'ensemble de la société.

Progressivement, les forces armées furent impliquées au cœur de la crise politique. Des signes croissants d'indiscipline apparurent lorsque des militaires de rang subalterne contestèrent l'autorité de leurs supérieurs, comme en témoignent la rébellion des caporaux et des sergents à Brasília en septembre 1963, ainsi que la mutinerie des sous-officiers de la Marine à Rio de Janeiro en mars 1964.

L'action du président João Goulart joua un rôle central dans la détérioration des relations civilo-militaires, en particulier son discours prononcé lors du meeting du 13 mars 1964, au cours duquel il défendit les « Réformes de Base ». Dans la lecture des secteurs conservateurs, cette initiative constitua une erreur majeure, le président ne disposant même pas de l'approbation du Congrès, ce qui fut interprété comme un signe de radicalisation politique et alarma les milieux autoritaires. À l'inverse, pour les groupes progressistes, cette prise de position montrait que le président assumait enfin un projet jugé nécessaire pour faire face à des problèmes structurels historiques, en soutenant des aspirations nationales en faveur d'une réorganisation sociale et foncière.

Dans ce contexte, le coup d'État de 1964 résulta de la convergence de multiples facteurs, parmi lesquels la mobilisation d'une large coalition conservatrice réunissant des secteurs de l'élite politique, économique, militaire et ecclésiastique, le soutien systématique de la grande presse, ainsi que l'influence internationale des États-Unis d'Amérique, qui virent favorablement la rupture institutionnelle. Les manifestes publiés en mars 1964 par les gouverneurs Magalhães Pinto, du Minas Gerais, et Adhemar de Barros, de l'État de São Paulo,

⁷ Montenegro (2003, pp. 100–150).

illustrèrent également l'unification de l'élite politique civile contre le gouvernement fédéral. Avec l'appui explicite de ces dirigeants et le soutien d'une opinion publique conservatrice et réactionnaire, les forces armées renversèrent le gouvernement légitime de João Goulart entre l'aube du 31 mars et l'après-midi du 1er avril 1964.

En ce sens, la perspective développée par Angela de Castro Gomes et Jorge Ferreira⁸ est fondamentale pour comprendre que la période comprise entre 1945 et 1964, malgré ses ambiguïtés et ses tensions, constitua une expérience de démocratie représentative en cours de consolidation. Le système partisan et les pratiques électorales de l'après-1945 traduisirent des transformations significatives dans l'histoire politique brésilienne.

Comme l'observe Jorge Ferreira⁹, la mobilisation sociale s'intensifia après 1946, tandis que l'État brésilien faisait face à de multiples défis liés à l'institutionnalisation du pouvoir dans un contexte d'élargissement de la participation politique. Le caractère putschiste de 1964 réside précisément dans l'interruption de ce processus démocratique au moment même où le pays avançait vers l'expansion des droits de citoyenneté et voyait émerger une génération politiquement plus consciente, notamment à travers des mouvements tels que les Ligas Camponesas.

Antônio Montenegro¹⁰ souligne que le coup d'État mit brutalement fin à cette expérience historique, faisant des dirigeants syndicaux, des responsables politiques et des militants de gauche des cibles privilégiées d'arrestations arbitraires, de tortures et, dans certains cas, d'assassinats. Le renversement de 1964 représente ainsi non seulement une rupture institutionnelle, mais également l'expression de contradictions structurelles de la société brésilienne qui ne purent être résolues dans le cadre de la démocratie libérale alors en vigueur.

Le coup d'État civil-militaire de 1964, qui entraîna la destitution du président João Goulart et l'instauration d'un régime d'exception au Brésil, produisit des effets différenciés sur l'ensemble du territoire national. Tandis que les principaux centres urbains et politiques, tels que Rio de Janeiro, São Paulo et Brasília, furent le théâtre d'intenses mobilisations et affrontements, la réalité d'États plus éloignés de l'axe central, comme le Piauí, présenta des spécificités, bien qu'elle ait également été profondément marquée par la rupture démocratique. À Teresina, capitale du Piauí, la matinée du 1er avril 1964 fut caractérisée par un climat d'incertitude et par l'imposition progressive d'un nouvel ordre. La perception de ces événements par des citoyens ordinaires s'avère essentielle pour saisir l'impact du coup d'État sur le quotidien. Dans cette perspective, le témoignage de Lindalva Amorim, avocate qui vivait alors son adolescence, constitue une source précieuse pour appréhender l'atmosphère de ce moment historique :

⁸ Gomes & Ferreira (2014).

⁹ Ferreira (2003, pp. 15–50).

¹⁰ Montenegro (2003, pp. 100–150).

Cette année 1964, j'entrais au collège, et je me souviens que nos cours n'ont pas commencé au début du mois de mars, comme c'est la routine dans le pays. Nous n'avons pas entendu parler de révolution ou quelque chose de semblable avant le 10 avril 1964. Le gouverneur du Piauí était le Dr. Petrônio Portela, qui faisait un gouvernement enclin aux réformes de base, préconisées par le gouvernement fédéral. Les radios diffusaient des marches militaires pendant le temps qu'elles restaient à l'antenne, entrecoupées seulement par la voix du speaker qui donnait les dernières nouvelles. Dans les milieux réactionnaires, on entendait des plaisanteries moqueuses sur Goulart : « Celui-là n'a pas renoncé, mais il a fui avec sa maudite idée ». Au collège, il y avait deux directeurs, frères et propriétaires de l'établissement. Le premier jour de classe, ils obligeaient tous les élèves à prendre connaissance de leurs devoirs et obligations qui étaient inscrits sur le bureau scolaire. Je me souviens des éloges qu'ils faisaient à la « révolution », qui avait sauvé le pays de l'anarchisme et du chaos.¹¹

Le récit de Lindalva Amorim est important pour divers facteurs, l'un d'eux est que nous pouvons éclairer une vision d'une personne ordinaire sur un événement très important pour l'histoire brésilienne. Le témoignage de Lindalva Amorim sur le coup d'État de 1964 au Piauí offre une perspective précieuse sur comment la rupture démocratique fut vécue par une jeune étudiante à Teresina. Son récit révèle des aspects importants sur les mécanismes de contrôle social implémentés par le nouveau régime, spécialement la domination des moyens de communication — avec des radios ne diffusant que des marches militaires et des nouvelles officielles — et la transformation rapide de l'environnement scolaire en espace d'endoctrinement politique.

Le coup d'État de 1964 déclencha des transformations sociales, politiques et économiques profondes au Brésil, mises en œuvre selon des temporalités différenciées : certaines rapides, d'autres plus lentes et progressives. Dans cette phase initiale, le régime autoritaire se caractérisa par une tentative de conciliation entre des principes libéraux et un autoritarisme d'État. Sous la présidence du maréchal Castelo Branco (1964–1967), l'institutionnalisation de la dictature se consolida progressivement. Initialement prévu pour s'achever en 1965, en remplacement du mandat interrompu de João Goulart, son gouvernement fut prolongé en raison de la crise politico-militaire suscitée par les élections de cette année-là. Pour y faire face, la réponse consista à approfondir l'architecture autoritaire par le biais de l'Acte institutionnel n° 2 (AI-2).

Cette loi a conféré au président de larges prérogatives, notamment le pouvoir de fermer le Congrès national, de révoquer des mandats parlementaires et de sanctionner des civils par la destitution de leurs fonctions ou la suspension de leurs droits politiques. Elle a également dissous les partis politiques existants et imposé un système bipartisan. Furent

¹¹ Amorim (1986, p. 39). Traduction de l'auteur.

ainsi institués, d'une part, l'Alliance du renouveau national (ARENA) — formée principalement par les bases putschistes de l'ancien Parti social-démocrate (PSD), de l'Union démocratique nationale et de leurs alliés — et, d'autre part, le Mouvement démocratique brésilien (MDB), composé des vestiges du Parti travailliste brésilien — demeuré intact — ainsi que de secteurs de la gauche. Ce dernier fonctionnait comme une opposition tolérée par le régime.

Par ailleurs, l'AI-2 a instauré l'élection indirecte des membres du pouvoir exécutif, supprimant ainsi l'un des fondements essentiels de la démocratie représentative en vigueur depuis 1946. L'escalade autoritaire s'accrut en 1966 avec l'adoption de l'Acte institutionnel n° 3 (AI-3), qui institua l'élection indirecte des gouverneurs des États par les assemblées législatives et la nomination des maires des capitales par les gouverneurs. Ces mesures contribuèrent à affaiblir progressivement le suffrage direct, tout en consolidant le contrôle du régime sur les structures du pouvoir local.

2. La violence de la dictature civile-militaire : genre, symbole et répression

Le coup d'État de 1964 ne se limita pas aux sphères du pouvoir politique et militaire, mais s'étendit profondément à la vie des citoyens ordinaires, frappant avec une intensité particulière ceux qui osèrent défier le nouvel ordre instauré. Le cas d'Iracema Santos Rocha da Silva, avocate et journaliste à Teresina, capitale du Piauí, illustre de manière exemplaire la complexité des mécanismes répressifs, lesquels combinèrent violence explicite, dimensions symboliques et rapports de genre.

Cette trajectoire débute dans l'après-midi du 1^{er} avril 1964, lorsqu'Iracema Santos fut invitée par un radiodiffuseur de l'Agence nationale de communication à exprimer sa position sur les événements du 31 mars, par l'intermédiaire de la succursale de la Rádio Nacional, en liaison avec la *Rádio Pioneira*. Cette même nuit, la journaliste utilisa son émission, *A Tribuna Nacionalista*, diffusée sur Rádio Pioneira, pour exposer ses considérations sur le mouvement en cours et affirmer que la démocratie brésilienne se trouvait gravement menacée.

Sa prise de parole, formulée dans un contexte marqué par la censure politique et par les pressions exercées par la garnison fédérale de Teresina, constitua une défense explicite de la légalité constitutionnelle. Plus encore, elle démontre que l'ensemble de la presse officielle ne se rallia pas unanimement au coup d'État de 1964. Tant au sein de la radiodiffusion piauiense que dans d'autres espaces interétatiques, il est possible d'identifier des discours de résistance qui cherchaient, dans une certaine mesure, à alerter l'opinion publique sur le fait que les événements survenus dans la sphère fédérale le 1^{er} avril ne relevaient pas d'un mouvement révolutionnaire, mais bien d'un coup d'État dirigé contre les libertés politiques et la démocratie.

Les conséquences de cette prise de position, ainsi que d'autres initiatives similaires, conduisirent les forces militaires fédérales à procéder à son arrestation. Il convient de

souligner que la société piauiense était alors majoritairement analphabète, ce qui conférait à la radio un rôle central dans la circulation de l'information. La station à partir de laquelle Iracema Santos prononça son discours atteignait ainsi un public bien plus large que la presse écrite, en raison du faible nombre de lecteurs dans la région.

Par ailleurs, la trajectoire d'Iracema Santos Rocha da Silva dans la société piauiense ne se limita pas à l'épisode de son arrestation en 1964. À partir de 1962, elle s'illustra comme la première femme candidate à la mairie de Teresina, occupa des responsabilités au Département féminin, organe de soutien du Comité nationaliste de la liste Lott-Jango lors de la campagne de 1960, et collabora avec plusieurs journaux du Piauí, de Teresina à Parnaíba, dans le nord de l'État.

Sa prééminence dans le contexte piauien était particulièrement notable. Cette participation atteste de son engagement dans le champ de la communication ainsi que de sa capacité d'articulation politique, des caractéristiques qui faisaient d'elle une figure dérangeante pour le régime autoritaire en voie de consolidation. Ainsi, en mai 1964, Iracema Santos fut arrêtée à Teresina sous les accusations de subversion et de communisme, dans le cadre de l'Enquête policière militaire n° 42, menée par la 10e Région militaire et le 25e Bataillon de chasseurs, sous la responsabilité du major Idalécio Nogueira Diogenes.

Bien que la procédure ait été annulée en raison de l'absence de preuves et que la journaliste et professeure ait été libérée, la répression ne cessa pas pour autant. Iracema Santos fut interdite de participer à des mouvements sociaux ou à des groupes contestataires de caractère populaire. En restreignant sa participation politique, le régime cherchait à imposer ce que Pierre Bourdieu définit comme une *domestication des dominés*, en agissant sur son *habitus* et en limitant son *champ* d'action, réduisant ainsi ses possibilités d'intervention publique¹².

L'arrestation d'Iracema Santos Rocha da Silva à la veille de la fête des Mères constitue un élément qui mérite une attention particulière. Ce fait, qui pourrait être interprété comme une simple coïncidence, acquiert une signification plus profonde lorsqu'il est analysé à la lumière du concept de violence symbolique développé par Pierre Bourdieu. Selon l'auteur, le pouvoir symbolique « est une forme de pouvoir invisible qui ne peut s'exercer qu'avec la complicité de ceux qui ne veulent pas savoir qu'ils le subissent ou qui l'ignorent »¹³.

Dans ce cas précis, l'arrestation d'une femme, mère et figure publique, à une date symboliquement associée à la maternité et à la famille, renforce la dimension disciplinaire de la répression. Il s'agissait non seulement de neutraliser une opposante politique, mais aussi de produire un message exemplaire, capable de renforcer les normes sociales et de réaffirmer les hiérarchies de genre et de pouvoir dans la société piauiense. Cette stratégie illustre pleinement la manière dont la domination se naturalise à travers des mécanismes

¹² Bourdieu (2003, p. 62).

¹³ Bourdieu (2001, p. 202).

symboliques, rendant la violence acceptable, voire légitime, aux yeux de l'ordre social établi. En 2015, après avoir été reconnue par la justice brésilienne comme l'une des victimes de la dictature instaurée en 1964, Iracema Santos Rocha da Silva déclara au portail *Cidade Verde* :

Quand je suis arrivée au 25e BC, ils m'ont mise assise dos à la porte, sur un tabouret, dans l'obscurité. De cette manière, je ne pouvais pas voir qui s'approchait pour l'interrogatoire. Ils voulaient que je confirme que j'étais communiste, ils m'ont humiliée. Ils disaient que je ne méritais pas de vivre, que j'aurais dû m'occuper de mes enfants et oublier la politique. Je répondais seulement que je m'occupais de ma famille, oui, mais aussi de la démocratie et du droit de la femme dans mes heures libres.¹⁴

Le témoignage relatif à l'expérience vécue au 25e Bataillon de chasseurs révèle des dimensions centrales de la violence politique exercée par la dictature militaire, en particulier à l'encontre des femmes engagées dans des activités politiques. La description des techniques d'interrogatoire, telles que le positionnement dos à la porte, dans l'obscurité et sur un tabouret, met en évidence des méthodes délibérées de désorientation psychologique et d'intimidation physique employées par les organes répressifs de l'État brésilien.

Dans ce contexte, la réponse de la professeure et journaliste constitue un véritable acte de résistance, dans la mesure où elle refuse la dichotomie imposée entre maternité et participation à la vie publique. En revendiquant simultanément son rôle familial et son engagement politique, Iracema Santos affirme le droit féminin à une citoyenneté pleine et entière, rompant avec les assignations sociales traditionnelles.

L'humiliation publique qu'elle subit, en particulier l'insinuation selon laquelle elle aurait dû se consacrer exclusivement à ses enfants plutôt que de s'engager en politique, constitue un exemple explicite de violence symbolique de genre. Ce type de violence vise la « domestication des dominés » par l'imposition de normes et d'attentes sociales qui naturalisent la subordination féminine¹⁵.

Dans cette perspective, l'analyse de Simone de Beauvoir permet d'approfondir la compréhension de ces mécanismes de domination. Selon l'auteure, le destin traditionnellement assigné aux femmes dans les sociétés modernes demeure le mariage et la maternité, lesquels fonctionnent comme des justifications sociales de leur existence et comme des instruments de limitation de leur autonomie économique, symbolique et politique¹⁶. Toute déviation par rapport à ce modèle est perçue comme une transgression de l'ordre social établi, devenant ainsi une cible privilégiée de sanctions symboliques et matérielles.

¹⁴ Iracema Santos Rocha da Silva cité dans *Cidade Verde* (2015). Texte traduit du portugais.

¹⁵ Bourdieu (2003, p. 11).

¹⁶ Beauvoir (1949).

Cette conception renforçait la séparation entre sphère privée et sphère publique, reléguant les femmes au domaine domestique et délégitimant leur participation politique. Dans ce cadre, l'engagement d'Iracema Santos apparaissait non seulement comme une opposition au régime autoritaire, mais aussi comme une remise en cause profonde des hiérarchies de genre qui structuraient la société brésilienne sous la dictature.

3. Violations des droits de l'homme en marge des formes centrales de résistance politique : le cas Paulo Fong

Le régime militaire brésilien, dans son effort constant de contrôle et de répression, ne s'est pas limité à la persécution des opposants politiques déclarés. La violence d'État s'est également manifestée à travers des situations qui, à première vue, peuvent sembler déconnectées de la lutte politique organisée, mais qui révèlent l'arbitraire et la brutalité du système répressif. Le cas de Vicente Paulo Fong, un homme noir mort brûlé dans une cellule policière au Piauí en 1975, constitue un exemple particulièrement saisissant de cette réalité, mettant en lumière les intersections entre violence étatique, racisme structurel et négation des droits de l'homme. La présente analyse se propose d'approfondir cet épisode, en dévoilant les différentes couches d'oppression ainsi que les récits contradictoires qui l'entourent, à partir de sources documentaires et d'outils théoriques appropriés.

Contrairement aux figures publiques ou aux militants politiques, Paulo Fong n'était pas un citoyen connu dans la société piauiense. Né dans l'État de la Paraíba, il travaillait au Piauí comme électricien et se présentait comme un travailleur ordinaire, inséré dans des relations quotidiennes et partageant des références culturelles communes à celles d'autres Nordestins. L'absence d'implication apparente dans des mouvements politiques ou dans des formes organisées de résistance à la dictature rend son cas d'autant plus emblématique du caractère arbitraire de la répression exercée par le régime.

La tragédie qui mena à sa mort débuta le 9 août 1975, dans la municipalité d'Água Branca, dans l'État du Piauí, lorsque Paulo Fong fut détenu pour des motifs qui, selon le récit de l'enquête, apparaissent futiles, voire injustifiables. Il lui fut reproché d'être en possession d'un « couteau de pêcheur », objet courant dans la région et largement utilisé dans la vie quotidienne des travailleurs locaux. Ce détail, en apparence anodin, met déjà en évidence la fragilité des justifications avancées pour son arrestation et souligne l'arbitraire des pratiques policières à cette période.

Le témoignage du soldat Manoel Ribeiro de Araújo, recueilli le 11 août 1975, décrit l'intervention qui donna lieu à l'un des épisodes les plus troublants de la dictature civile-militaire au Piauí. Le récit relate la détention de Paulo Fong pour port d'un « couteau de pêcheur » et sa conduite ultérieure au commissariat de police. Toutefois, la partie la plus choquante de ce témoignage concerne les circonstances de la mort de Paulo Fong à l'intérieur de la cellule de détention. Le récit officiel, consigné dans les documents de

l'enquête policière, attribue la mort de la victime à un acte supposé d'auto-immolation, comme le montre l'extrait suivant :

[...] l'élément de nom Paulo de tel était armé d'un couteau de pêcheur, le déclarant s'est approché et de fait a constaté que l'élément Paulo était armé, le déclarant a pris le manche du couteau et demande à lui Paulo, le même a réagi avec l'intention de ne pas livrer le couteau, là-dessus le Sergent a sorti une lanterne sur Paulo et demande pour qu'il livre le couteau, là-dessus le déclarant a tiré le couteau d'un coup de la ceinture de Paulo et a réussi à prendre le couteau, qu'ensuite le Sergent Adelgiso a dit pour que le déclarant conjointement avec le Soldat Sousa amènent Paulo à cette Délégation de Police, où le même est venu droit à cette Délégation sans résister ; qu'ils sont arrivés à cette Délégation de Police avec Paulo et ont livré le même au service de garde qui était le Soldat Batista qui se trouvait de garde et ensuite le déclarant conjointement avec le Soldat Sousa sont retournés de nouveau au bas quartier de prostitution ; qu'en retournant de sa résidence, en passant par cette Délégation de Police, était arrivé le cas où est mort brûlé Paulo, où ici dans cette Délégation existait beaucoup de gens qui observaient ce qui était arrivé ; que le déclarant s'est approché afin de savoir ce qui de fait était arrivé, est entré dans la prison a vu que de fait Paulo était mort en conséquence de brûlures, sachant à travers de tiers que le même est mort quand on s'est jeté de l'essence d'un tambour qui avait dans la prison et ensuite avec une allumette qui se trouvait lâche dans une de ses poches a mis le feu à soi-même, et le Soldat Batista qui se trouvait de garde dans cette Délégation de Police en s'approchant de la prison pour ouvrir la porte, s'est brûlé aussi avec les flammes qui étaient très violentes ; qui a comparu dans cette Délégation de Police.¹⁷

La lettre du père de Vicente Paulo Fong¹⁸ constitue ainsi une rupture fondamentale dans la narration imposée par l'appareil répressif. En contestant explicitement la thèse du suicide, elle met en évidence les contradictions internes du récit officiel et révèle la fragilité d'un discours construit pour absoudre l'État de toute responsabilité. L'invraisemblance matérielle des faits, qui se manifeste par la présence d'essence dans une cellule, l'accès à des allumettes et l'inaction présumée des agents face à l'incendie, renforce l'hypothèse d'une mort provoquée par la négligence, la violence ou la torture, puis par une tentative de falsification des événements.

¹⁷ Brasil (1976). Déposition du soldat Manoel Ribeiro de Araújo, recueillie le 11 août 1975, dans l'enquête policière sur la mort de Vicente Paulo Fong. Traduction de l'auteur à partir du document original en portugais.

¹⁸ Le nom du père de la victime est Paulo Fong, selon des documents officiels conservés aux Archives nationales du Brésil.

Dans la perspective théorique de Paul Ricœur¹⁹, cette lettre peut être comprise comme un acte de témoignage qui s'inscrit dans la tension constitutive entre mémoire et histoire. La mémoire individuelle, marquée par la douleur et l'affect, se heurte ici à la mémoire officielle, institutionnalisée et bureaucratique. Loin de n'être qu'un récit subjectif, la parole du père fonctionne comme une interpellation morale et politique. Elle cherche à la fois à restaurer la dignité du fils et à inscrire sa mort dans un registre de responsabilité publique. Ainsi, la mémoire devient une forme de résistance face à l'oubli organisé et à la violence symbolique exercée par l'État.

Le cas de Paulo Fong révèle également les dimensions raciales de la violence étatique sous la dictature militaire. En tant qu'homme noir, travailleur et sans capital politique ou symbolique reconnu, Paulo Fong occupait une position de vulnérabilité extrême face aux appareils de répression. Sa mort illustre ce que l'on peut qualifier d'extension du terrorisme d'État au-delà des cercles militants, atteignant des corps perçus comme socialement disponibles à la violence. Cette logique s'inscrit dans une continuité historique du racisme structurel brésilien, où les populations noires ont longtemps été les principales cibles de la brutalité policière et de la négation des droits fondamentaux.

Ainsi, la tentative de présenter la mort de Paulo Fong comme un suicide ne relève pas seulement d'un mensonge administratif, mais d'un mécanisme de violence symbolique, au sens bourdieusien, qui cherche à imposer une interprétation légitime des faits et à neutraliser toute contestation. En naturalisant la version officielle, l'État tente de transformer une mort violente en un événement privé, dépolitisé et dépourvu de responsabilité institutionnelle. La lettre du père, en revanche, réinscrit cette mort dans l'espace public et politique, rompant avec l'ordre du silence et de la peur.

Le cas Paulo Fong démontre ainsi que les violations des droits de l'homme sous la dictature ne se limitaient pas aux acteurs explicitement engagés dans la résistance politique. Elles faisaient partie d'un système plus large de contrôle social, fondé sur l'arbitraire, le racisme et la déshumanisation des individus considérés comme marginales ou insignifiants. L'analyse de cet épisode permet donc d'élargir la compréhension de la répression dictatoriale, en révélant ses mécanismes diffus et son impact profond sur les couches les plus vulnérables de la société brésilienne.

Le courage d'un père à défier le pouvoir établi en période de répression est un témoignage de la résilience humaine et de la recherche incessante de dignité et de vérité. La lettre, dans sa simplicité et sa profondeur, est un cri contre l'impunité et un appel à la conscience, qui résonne à travers le temps et nous rappelle l'importance d'écouter les voix de ceux qui ont été réduits au silence par l'histoire officielle.

¹⁹ Ricœur (2007).

Je sollicite l'attention de Monsieur le Ministre de la Justice, Armando Falcão C. Grande. Il a été brutalement assassiné le 27 août 1975 à la prison d'Água Branca, dans l'État de Piauí. Mon fils, Vicente Paulo Fong, électricien, vivait dans cette ville du Piauí depuis plus de cinq ans, marié à la fille d'un sergent retraité de la police militaire de cet État du nord-est. La victime a été arrêtée et sauvagement assassinée le 9 août, sans que personne dans la ville ne connaisse le véritable mobile de ce crime odieux. Confiant dans l'esprit de justice de Votre Excellence, je me permets de vous demander, par votre intermédiaire, de faire la lumière sur ce crime monstrueux qui a secoué toute la population de cette ville. Plus choquant encore, le prisonnier, en qui tout était présumé, a été tué puis, peu après, carbonisé au point d'être presque méconnaissable. L'officier qui a procédé à l'arrestation a affirmé s'être suicidé avec de l'essence trouvée dans la prison. C'est étrange, compte tenu de l'essence stockée dans les cellules de la prison. Cependant, pour mieux visualiser l'incident, une photographie du défunt, prise en prison, est jointe. Je suis donc certain qu'après avoir pris connaissance de cet événement barbare, Votre Excellence interviendra conjointement avec le chef de la Sécurité publique de l'État du Piauí. J'en appelle une fois de plus à cet éminent compatriote, fils de la ville de Quixerabim, dans l'État du Ceará. Comme nous, il ne permettra pas que la mort de mon fils bien-aimé reste impunie.²⁰

Dans la perspective de Michel Foucault²¹, la mort de Paulo Fong peut être analysée comme une manifestation du biopouvoir et des dispositifs disciplinaires. Foucault montre que le racisme d'État, dans ses formes les plus extrêmes, autorise l'élimination de groupes sociaux spécifiques, non seulement par l'anéantissement physique, mais aussi par la mort politique, l'exclusion et la relégation. Le corps du prisonnier Paulo Fong, placé sous la garde de l'État, devient ainsi un objet de pouvoir, au sein duquel la vie et la mort sont administrées par les institutions. La cellule, en tant qu'espace de confinement, fonctionne comme un dispositif disciplinaire visant à contrôler les corps et les conduites. Dans ce cadre, la mort de Paulo Fong peut être comprise non comme un événement isolé, mais comme le produit d'un système de pouvoir qui rend possible, tolérable et administrable la violence exercée contre ceux qui se trouvent sous sa tutelle.

Du point de vue de Michel Foucault²², le récit officiel du suicide fonctionne comme un mécanisme de normalisation. Son objectif est double : effacer la responsabilité de l'État et préserver l'illusion d'un ordre fondé sur la légalité. En naturalisant la mort du détenu comme un acte purement individuel, ce discours opère un détournement. Il dirige le regard public

²⁰ Brasil (1976). Carta du père de Vicente Paulo Fong au ministre de la Justice, 27 août 1975. Traduction de l'auteur à partir du document original en portugais.

²¹ Foucault (2000).

²² Foucault (1999).

vers une fatalité personnelle, détournant ainsi l'attention de la violence structurelle qui est inscrite au cœur même des pratiques institutionnelles du régime autoritaire.

L'application du concept de biopouvoir au cas de Paulo Fong révèle ainsi comment l'État, à travers ses institutions disciplinaires, exerce un contrôle différencié sur la vie et la mort des individus, en particulier de ceux qui occupent des positions sociales marginalisées et racialisées. La mort de Paulo Fong apparaît alors comme une conséquence d'un système opérant à la frontière entre la vie et la mort, dans lequel certains corps sont exposés de manière accrue à la destruction, tandis que d'autres sont protégés.

La dimension raciale constitue, dans cette analyse, un élément indissociable. La violence d'État au Brésil s'est historiquement exercée de manière disproportionnée contre la population noire. L'arrestation pour un motif futile, la mort en détention et la construction d'un récit officiel fondé sur l'hypothèse du suicide, dans le contexte d'une dictature civile-militaire, renvoient à une violence structurelle profondément marquée par le racisme institutionnel. L'invisibilisation et la déshumanisation du corps noir, qui permettent que de tels événements se produisent et soient ensuite justifiés, peuvent être comprises à la lumière du concept de nécropolitique formulé par Achille Mbembe²³. Celui-ci désigne la capacité de l'État à décider qui peut vivre et qui peut être exposé à la mort, ainsi que les modalités par lesquelles cette décision se manifeste dans la gestion différenciée des populations.

Dans le cas de Paulo Fong, la nécropolitique se révèle tant dans la permissivité du système face à sa mort que dans la fabrication d'un récit visant à déresponsabiliser les institutions étatiques, naturalisant la violence exercée contre les corps noirs. La mort de Paulo Fong dépasse ainsi le cadre d'un événement individuel pour devenir un symbole de la violence arbitraire et racialisée qui a caractérisé la dictature brésilienne, en particulier dans les espaces éloignés des grands centres politiques de résistance.

La nécropolitique, telle que formulée par Achille Mbembe²⁴, offre une grille de lecture particulièrement féconde pour comprendre la manière dont le pouvoir souverain se manifeste dans la capacité de décider de la mort, transformant certains corps en vies rendues disponibles, exposables et, en dernière instance, jetables. Dans cette perspective, la mort de Paulo Fong ne saurait être comprise comme un simple accident ou un événement isolé, mais comme une expression brutale de la nécropolitique à l'œuvre, dans laquelle la vie d'un homme noir est dévalorisée et sa disparition est commodément attribuée à un acte individuel de désespoir, plutôt que reconnue comme le produit d'un système oppressif et structurellement raciste.

L'analyse du cas de Paulo Fong à la lumière de la nécropolitique permet ainsi de saisir la profondeur de la violence étatique et les modalités par lesquelles le racisme institutionnel opère pour maintenir la subalternité et la vulnérabilité de certains groupes sociaux.

²³ Mbembe (2018).

²⁴ Mbembe (2018).

L'absence de responsabilisation des agents de l'État et la construction de récits officiels visant à exonérer les institutions publiques de toute culpabilité constituent des éléments centraux du fonctionnement de ce régime nécropolitique, dans lequel la mort est administrée, normalisée et, souvent, rendue invisible.

Le cas de Vicente Paulo Fong apparaît alors comme un rappel sombre de l'ampleur de la violence étatique et du racisme institutionnel durant le régime militaire brésilien. Sa mort, initialement couverte par un récit officiel de suicide, met en évidence les intersections complexes entre pouvoir, race et négation des droits de l'homme. L'examen du témoignage du soldat Manoel Ribeiro de Araújo révèle les contradictions internes et l'invraisemblance du discours institutionnel, tandis que la lettre du père de Paulo Fong s'impose comme un contre-récit puissant : un cri de douleur, mais aussi un acte de contestation morale et politique face à la version imposée par l'État.

Les apports théoriques de Michel Foucault et d'Achille Mbembe constituent, à cet égard, des outils conceptuels essentiels pour la compréhension de ce tragique épisode. L'analyse foucauldienne du biopouvoir et des dispositifs disciplinaires permet de comprendre comment le corps du prisonnier devient un objet de gestion étatique et comment la cellule, en tant que dispositif disciplinaire, peut se transformer en un espace d'anéantissement. La mort de Paulo Fong peut ainsi être interprétée comme le produit d'un système qui rend possible, tolérable et administrable la violence exercée contre ceux placés sous la garde de l'État, le récit du suicide fonctionnant comme un mécanisme de normalisation destiné à effacer toute responsabilité institutionnelle.

La nécropolitique de Mbembe éclaire, quant à elle, la dimension raciale de cette violence, en montrant comment l'État brésilien a historiquement exercé — et continue d'exercer — un pouvoir différencié sur la vie et la mort de populations spécifiques, en particulier la population noire. L'invisibilisation et la déshumanisation du corps noir, qui ont rendu possible la mort de Paulo Fong et sa justification ultérieure, constituent des manifestations concrètes de cette nécropolitique en action.

Le cas de Paulo Fong dépasse ainsi largement le cadre d'un événement individuel pour devenir un symbole de la violence arbitraire et racialisée de la dictature civile-militaire brésilienne. Il fonctionne également comme un avertissement quant à la persistance de ces structures de pouvoir dans les sociétés contemporaines. La recherche de la vérité et la préservation de la mémoire de Paulo Fong s'inscrivent, dès lors, comme des actes de résistance, contribuant à la construction d'une société fondée sur la reconnaissance universelle de la dignité humaine et sur la lutte contre l'effacement des victimes de la violence d'État.

Considérations finales

Cette étude contribue à l'historiographie de la dictature civile-militaire brésilienne (1964–1985) en déplaçant l'axe analytique des grands centres urbains vers une approche régionale, centrée sur l'État du Piauí. Ce déplacement du regard permet de mettre en évidence les modalités spécifiques par lesquelles le pouvoir autoritaire s'est exercé dans des espaces périphériques du territoire national, révélant la diversité des expériences de la répression et la complexité de la violence d'État. L'approche méthodologique, fondée sur les apports théoriques de Pierre Bourdieu et de Paul Ricœur, offre une lecture attentive des mécanismes de domination, de résistance et de production de sens qui ont marqué la période dictatoriale.

L'analyse des trajectoires d'Iracema Santos Rocha da Silva et de Vicente Paulo Fong démontre que la violence de la dictature brésilienne ne saurait être comprise uniquement à travers le prisme de la persécution politique directe. Bien que distincts par leurs contextes sociaux, leurs expériences révèlent l'existence d'un système de contrôle social étendu, capable de pénétrer les sphères les plus intimes de la vie sociale et de brouiller les frontières entre le politique et le personnel, entre l'espace public et la sphère privée.

Le cas d'Iracema Santos Rocha da Silva met en lumière la dimension genrée de la répression. L'usage de la violence symbolique apparaît ici comme un instrument central pour renforcer des normes patriarcales et sanctionner les femmes qui transgressaient les rôles sociaux traditionnellement assignés. Son arrestation à la veille de la Fête des Mères ne relève pas du hasard, mais constitue une stratégie délibérée d'humiliation publique, visant à produire un effet exemplaire et dissuasif. Cette dimension symbolique de la violence révèle que le pouvoir autoritaire ne se limite pas à la coercition physique, mais opère également par la manipulation des représentations sociales et des référents culturels.

À l'inverse, le cas de Paulo Fong expose la dimension raciale de la violence d'État. Sa mort en détention policière, officiellement attribuée à un suicide, s'inscrit dans un continuum historique de brutalité dirigée contre la population noire au Brésil. Si cette violence précède le régime militaire, le contexte autoritaire a contribué à son intensification et à sa légitimation, créant un cadre institutionnel favorable à l'impunité et à la naturalisation de la mort des corps racialisés.

L'un des apports centraux de cette recherche réside dans la valorisation des témoignages et des mémoires individuelles comme sources historiques fondamentales. En accord avec la perspective ricœurienne selon laquelle l'histoire commence avec le témoignage, cette étude a privilégié les récits de celles et ceux qui ont vécu directement la répression, reconnaissant leur capacité à révéler des dimensions de l'expérience autoritaire souvent absentes des archives officielles.

Le témoignage d'Iracema Santos, recueilli plusieurs décennies après les faits, illustre la persistance de la mémoire traumatique et sa force de contestation des récits institutionnels. La description des techniques d'interrogatoire — l'obscurité, la position

imposée, le tabouret — met en évidence la sophistication des dispositifs de torture psychologique et, simultanément, la résistance de la mémoire face aux tentatives d'effacement et de normalisation.

De la même manière, la lettre adressée par le père de Paulo Fong au Ministre de la Justice constitue un document d'une valeur historique et symbolique majeure. Au-delà de la contestation de la version officielle, elle exprime la détermination des familles à exiger vérité et justice. Cette mémoire persistante, qui refuse le silence imposé par l'État, s'inscrit comme une forme de résistance durable, reliant le passé autoritaire aux luttes contemporaines pour la reconnaissance et la réparation.

L'analyse de ces trajectoires, à partir des concepts bourdieusiens de violence symbolique, d'habitus et de champ, permet de comprendre le fonctionnement multiscalaire du pouvoir autoritaire. La violence symbolique apparaît comme un mécanisme essentiel de domination, en ce qu'elle permet l'imposition de normes et de hiérarchies sans recours permanent à la force physique. Dans le cas d'Iracema Santos, cette violence se manifeste par la tentative de la réduire à ses rôles familiaux, niant sa légitimité en tant que sujet politique.

L'application du concept foucaldien de biopouvoir au cas de Paulo Fong éclaire la manière dont l'État dictatorial a exercé un contrôle étroit sur les corps et les populations. La cellule policière, en tant qu'espace disciplinaire, devient un lieu d'expérimentation des techniques de domination et de normalisation. La mort de Paulo Fong ne peut ainsi être interprétée comme un accident, mais comme le produit d'un système qui tolère, voire encourage, la violence contre les corps jugés indésirables.

L'introduction du concept de nécropolitique, tel que formulé par Achille Mbembe, approfondit cette analyse en mettant en évidence la dimension souveraine du pouvoir de mort. La capacité de décider qui peut vivre et qui peut mourir apparaît ici comme un élément structurant de la violence d'État, particulièrement à l'encontre des populations noires et marginalisées.

Enfin, cette étude souligne l'importance des analyses régionales pour une compréhension plus complète de la dictature brésilienne. Le cas du Piauí révèle des spécificités sociales, culturelles et médiatiques qui ont influencé les formes de répression et de résistance. Le fort taux d'analphabétisme, par exemple, conférait à la radio un rôle central dans la formation de l'opinion publique, ce qui explique la réaction rapide des autorités militaires face au discours radiophonique d'Iracema Santos. De même, la prégnance des structures patriarcales et de l'influence de l'Église catholique a renforcé la perception de la transgression féminine comme une menace à l'ordre social.

Cette recherche ouvre ainsi des perspectives pour de futures investigations, notamment par l'élargissement de l'approche régionale à d'autres États du Nord et du Nord-Est du Brésil, ainsi que par un approfondissement des analyses genrées de la répression, à partir des témoignages de femmes ayant vécu la persécution politique.

Références bibliographiques

- Amorim, L. (1986). *Não preciso que me deixem, quero apenas ter o direito*. Gráfica e Editora Saturno.
- Beauvoir, S. de. (1949). *Le deuxième sexe : Tome 2. L'expérience vécue*. Gallimard.
- Bourdieu, P. (2001). *Langage et pouvoir symbolique*. Seuil.
- Bourdieu, P. (2003). *O poder simbólico* (6.^a ed.). (F. Tomaz, Trad.). Bertrand Brasil.
- Brasil (1976). *Quatro processos: Carta de Paulo Fong; Requerimento do vereador José Alves Sobrinho, da Câmara Municipal de Presidente Prudente; Carta de Waldomiro Tavares de Oliveira, de Recife — PE; Carta de Arnaldo Affonso, de São José do Rio Preto — SP*. Fundo BR DFANBSB VAX.0.0.29. Arquivo Nacional, Brasília, DF.
- Cidade Verde (2015). *Anistiada, advogada presa na ditadura no Piauí desabafa: “Minha alma já doeu muito”*. Acesso em 10 jul. 2025.
- Ferreira, J. (2003). Crises da República: 1954, 1955 e 1961. In J. Ferreira, & L. A. N. Delgado (Orgs.), *O Brasil republicano. Vol. 3: O tempo da experiência democrática: da democratização de 1945 ao golpe militar de 1964* (pp. 15–50). Civilização Brasileira.
- Foucault, M. (1999). *Vigiar e punir: nascimento da prisão* (R. Ramalhete, Trad.). Vozes.
- Foucault, M. (2000). *Em defesa da sociedade: Curso no Collège de France (1975–1976)* (M. E. Galvão, Trad.). Martins Fontes.
- Gomes, A. de C., & Ferreira, J. (2014). *1964: A ditadura militar no Brasil*. Civilização Brasileira.
- Gomes, A. C., & Ferreira, J. (2018). Brasil, 1945–1964: uma democracia representativa em consolidação. *Locus: Revista de História*, 24(2), 10–30.
- Mbembe, A. (2018). *Necropolítica: biopoder, soberania, estado de exceção, política da morte*. n-1 edições.
- Montenegro, A. T. (2003). Ligas camponesas e sindicatos rurais em tempos de revolução. In J. Ferreira, & L. A. N. Delgado (Orgs.), *O Brasil republicano. Vol. 3: O tempo da experiência democrática: da democratização de 1945 ao golpe militar de 1964* (pp. 100–150). Civilização Brasileira.
- Ricœur, P. (2007). *A memória, a história, o esquecimento* (A. François et al., Trad.). Editora da UNICAMP.